

ACTION SOCIALE – POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Vers une plus grande simplicité pour l'exercice des droits ?

Le site service-public.fr a récemment mis en ligne des modèles de lettres totalement gratuits et personnalisables. Un **outil intéressant pour tous dans le cadre de l'exercice des droits**. Seul bémol toutefois : le nombre de documents est relativement limité.

[" Des lettres types gratuites et personnalisables sur Service-public.fr ", Direction de l'information légale et administrative, Premier ministre, 14 février 2019](#)

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

Habitat indigne : une synthèse sur les moyens de lutte

Une réponse à une question parlementaire est l'occasion de réaliser une **synthèse des outils à la disposition des maires pour lutter contre les immeubles privés menaçant la sécurité publique**. Les principales procédures relèvent du pouvoir de police général mais aussi du pouvoir de police spécial de lutte contre l'habitat indigne tandis que des outils permettant d'acquérir les biens existent également.

[Question écrite n° 11997. JO Assemblée nationale, 15 janvier 2019, page 329](#)

Renforcement de la lutte contre les marchands de sommeil

Le ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales effectue un point sur les dispositifs de lutte contre les marchands de sommeil à l'encontre desquels le gouvernement entend, selon ses propres termes, déclarer la guerre.

Une [circulaire interministérielle](#) du 8 février 2019 vise en outre à **renforcer et à mieux coordonner la lutte contre l'habitat indigne**. Elle rappelle notamment dans ses annexes le régime juridique applicable et les nombreuses dispositions qui sont susceptibles d'être qualifiées d'infraction pénale. De redoutables peines complémentaires peuvent être prononcées à l'encontre des marchands de sommeil, dont une particulièrement efficace : la **confiscation du bien qui a servi à commettre l'infraction**.

[Habitat indigne, la lutte contre les marchands de sommeil renforcée - Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales - 29 janvier 2019](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE

Mieux respirer : la qualité de l'air en réponses

Le ministère de la transition écologique et solidaire a publié un **guide pratique** sur la qualité de l'air à destination du grand public afin d'aider à "**mieux respirer**". Ce document contient tous les éléments pour devenir un citoyen averti en la matière !

[" Qualité de l'air : mieux respirer c'est ça l'idée ", Ministère de la transition écologique et solidaire, Août 2017](#)

Que pensez-vous de la transition énergétique ?

L'Assemblée nationale a décidé, via sa Mission d'information sur les freins à la transition énergétique, de consulter les citoyens sur cette question. Jusqu'au 17 avril 2019, **les citoyens sont invités à exprimer leur opinion autour de sept thèmes prédéfinis** tels, par exemple, les freins à la mobilité durable, le changement des pratiques ou les économies d'énergie. Une manière d'exprimer son point de vue démocratiquement dans le respect des institutions de la République...

[Lancement d'une grande consultation citoyenne sur les freins à la transition énergétique, Assemblée nationale](#)

DISPOSITIFS DE SOLIDARITE ET SOCIAUX

Le COR publie une synthèse sur l'âge de départ à la retraite

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a réalisé une synthèse très complète sur l'âge de départ à la retraite. Au total ce sont onze documents qui sont structurés autour de trois grands thèmes : des **éléments de cadrage**, un **regard par régime** et des **comparaisons internationales**. Cette synthèse rappelle que l'âge de départ influence en effet le nombre de retraités mais aussi la pérennité du système de retraite dès lors notamment qu'il s'agit d'un système par répartition.

[Réunion du Conseil du 21 février 2019, " les âges de départ à la retraite ", Réunion du 21 février 2019](#)

ECONOMIE - EMPLOI - TRAVAIL - CHOMAGE

Droits des femmes au travail : la France distinguée

Victimes de nombreuses discriminations, les femmes voient trop souvent leurs droits restreints par rapport aux hommes. **La Banque mondiale a publié un rapport (en anglais) qui établit un indice évaluant les inégalités en matière de parité hommes-femmes**. Il y a dix ans, aucun pays n'obtenait l'indice maximal de 100. Mais aujourd'hui, et cela montre les progrès réalisés, et même si beaucoup reste à faire : six pays obtiennent la note maximale. Il s'agit de six pays européens : la Belgique, le Danemark, la **France**, la Lettonie, le Luxembourg et la Suède. La zone Moyen-Orient et Afrique du nord détient le score moyen le plus faible avec un indice de 47,37.

[" Les droits des femmes au travail progressent mais les obstacles demeurent nombreux ", Banque mondiale, 27 février 2019](#)

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Bilan statistique de l'intercommunalité 2019

Le portail de l'État dédié aux collectivités locales a récemment publié les chiffres de l'intercommunalité en 2019. Il apparaît que la France compte aujourd'hui moins de 35 000 communes et 1 258 établissements publics de coopération intercommunale. À noter que les 21 métropoles françaises regroupent plus de 17 millions d'habitants là où 13 communautés urbaines ne représentent " que " 2,9 millions d'habitants. Ce sont donc " **plusieurs France** " que ce tableau statistique semble dégager.

[" Bilan statistique 2019 ", collectivites-locales.gouv.fr, 1er février 2019](#)

Mutabilité : vers un service public mobile ?

Au vu du succès de **l'expérimentation** menée dans le département de l'Aisne afin de vérifier l'utilité de la démarche auprès des citoyens, le ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales indique qu'elle fait l'objet d'une exploration approfondie. Pour mémoire, **il s'agissait de déployer 126 maisons des services publics sur le territoire au moyen de bus, utilitaires ou permanences roulantes**.

[Question écrite n° 11697, JO Assemblée nationale du 5 mars 2019, page 2112](#)

Une formation en ligne de la Cnil sur le RGPD

Depuis le 25 mai 2018, est entré en vigueur le règlement général sur la protection des données (RGPD) sur tout le territoire de l'Union européenne. Les outils à destination des particuliers et des professionnels se sont multipliés pour comprendre la portée et les enjeux de ce texte. La Commission nationale de l'informatique et libertés (Cnil) est à la pointe de la diffusion de l'information et propose des outils très complets pour que tous puissent se saisir de la bonne application de ce texte.

Dans cette continuité, la Cnil propose une formation en ligne en quatre modules, exposant respectivement le

RGPD et ses notions clés, les principes de la protection des données, les responsabilités des acteurs, et le DPO et les outils de la conformité. Les inscriptions se font sur <https://atelier-rgpd.cnil.fr/>

" [La Cnil lance sa formation en ligne sur le RGPD ouverte à tous](#) ", [cnil.fr](#), 11 mars 2019

Rapport 2018 pour le Défenseur des droits

Dans le cadre de la présentation de son rapport annuel, le Défenseur des droits rappelle ses missions fondamentales de défense et de promotion des droits et libertés fondamentales. Il remarque que son activité a fortement augmenté sur l'exercice 2018 avec une **hausse de plus de 6 % des réclamations**. Des disparités sont toutefois évidentes : +23,8 % pour la déontologie de la sécurité et +18,3 % pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alertes, tandis que d'autres matières relevant de sa compétence augmentent légèrement voire diminuent (accès aux droits, information et orientation -1,5 %). À noter que **ce sont les organismes sociaux qui concentrent une partie significative des services mis en cause (près de 14 000 dossiers sur l'année)**. Avec plus de 1 600 dossiers par an, les départements du littoral méditerranéen sont particulièrement impactés (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes maritimes, Gard, Languedoc-Roussillon).

" [Rapport annuel 2018](#) ", [Défenseur des droits](#), Mars 2019

FINANCES - MARCHES PUBLICS

Guides très pratiques : le retour

La Direction des affaires juridiques (DAJ) publie la troisième mise à jour de ses " **guides très pratiques** " de la dématérialisation des marchés publics, tant à destination des acheteurs qu'à destination des opérateurs économiques. Des documents très complets et très opérationnels pour expliquer simplement une matière complexe.

" [Dématérialisation - Publication de la version 3 des guides « très pratiques » pour accompagner acheteurs et entreprises sur la dématérialisation des marchés publics](#) ", [Ministère de l'Economie, des finances et des comptes publics](#), 16 janvier 2019

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Télétravail : un bilan des premiers déploiements

Après avoir rappelé le contexte et les modalités de la démarche précitées dans la lettre de mission, le rapport effectue un **bilan très complet du déploiement du télétravail dans les trois versants de la fonction publique**. D'anedoctique en **2013 avec 0,4 %** des agents en télétravail, il s'est progressivement développé avec une **forte accélération entre 2017 et 2018**. Il apparaît toutefois que la mesure est complexe à mettre en œuvre car elle est influencé par de nombreux facteurs. Un benchmarking est ensuite mené entre secteur public et privé ainsi qu'une comparaison avec un État européen voisin.

" [Le télétravail dans les trois versants de la fonction publique : bilan du déploiement](#) ", édition 2018, [Ministère de l'action et des comptes publics](#)

Un premier rapport pour la commission de déontologie

La commission de déontologie de la fonction publique vient de publier son premier rapport annuel 2017 relatif aux **départs d'agents publics vers le secteur privé** (le " pantouflage ") et aux **cumuls d'activités des agents publics**. Pour la fonction publique territoriale, 944 dossiers ont été examinés en 2017 après un pic de 1 181 en 2016. A noter que **45 % des demandes émanent des communes et de leurs CCAS**.

" [Commission de déontologie de la fonction publique : accès des agents publics au secteur privé](#) ", [Rapport au Premier ministre](#), Décembre 2018

Un guide pour la retraite pour les employeurs

Les organismes chargés de la gestion des retraites (Assurance retraite, Carsat, CNRACL) ont conjointement rédigé un guide à destination des services et Directions des ressources humaines visant à les aider à compléter le formulaire N1112. Ce document éclaire notamment sur les principaux points de la réglementation en vigueur. Un document utile également aux futurs retraités qui souhaitent **mieux comprendre le fonctionnement des modalités de calcul de leur future pension de retraite**.

[Le formulaire de liaison N1112 : comment bien le remplir ? Nos conseils et informations pratiques étapes par étapes - Janvier 2019](#)

Préparation au concours : des fiches mises à jour

Les fiches de préparation, notamment liées à la culture territoriale nécessaire a minima pour préparer les épreuves écrites et orales du concours de rédacteur territorial, ont été mises à jour par le CNFPT. Quelle que soit la spécialité choisie, ces fiches constituent un support indispensable pour la voie vers la réussite.

[Lenoir J., " Les fiches connaissances du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ", CNFPT, WikiTerritorial, 19 novembre 2018](#)

Accès aux subventions européennes et utilisation de la langue anglaise

À l'occasion d'une question parlementaire, le ministre des territoires et relations avec les collectivités territoriales a indiqué qu'**un meilleur accès aux subventions européennes passe, en substance, par une montée en compétence des agents territoriaux en langue anglaise**. Pour ce faire, le ministre préconise de solliciter les services du CNFPT qui peuvent dispenser ces formations, dans certains cas, au titre de la cotisation CNFPT ou bien mettre le coût à la charge des collectivités.

[Question écrite n° 12519, JO Assemblée nationale du 5 mars 2019, page 2114](#)

Bilan annuel 2018 pour les droits de l'Homme en Europe

La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a publié son rapport annuel 2018. Très complet, il délivre un **aperçu global de la jurisprudence et de l'activité juridictionnelle de la CEDH**. Enfin, de nombreuses statistiques démontrent, s'il en était besoin, l'importance de l'activité de la Cour pour la défense des droits des citoyens européens.

[Rapport annuel 2018, Cour Européenne des Droits de l'Homme, 2019](#)

SANTE

Qualité de vie au travail : un outil au service des étapes de la prévention dans la fonction publique

La MGEN et l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) s'associent pour créer un **site internet spécifiquement dédié à la santé et à la sécurité dans la fonction publique**. Enrichie de nombreuses ressources, cette plateforme pourrait devenir très rapidement un outil incontournable pour tous les acteurs soucieux de **promouvoir une culture de la prévention des risques axée sur cinq étapes clefs** : les cadrages et les instances, le diagnostic, l'élaboration puis la mise en œuvre du plan d'action, la pérennisation de la démarche. **Le site recense une liste de 17 difficultés à la réalisation de la démarche et donne les solutions opérationnelles correspondantes**.

[Santé Travail FP, La plateforme dédiée aux acteurs de la santé, de la prévention et de la qualité de vie au travail, Santé Travail FP, 2019](#)

Devenir acteur pour la surveillance de l'épidémie de grippe

Le site [Grippenet.fr](#) permet à **tout citoyen de participer à son niveau à la surveillance épidémiologique** de la grippe en France en expédiant des données, de façon anonyme et bénévole. Grâce à ces informations, les chercheurs comprendront ainsi mieux la maladie. **Les participants contribueront ainsi à faire progresser la lutte contre cette maladie** qui peut être la cause de graves complications, voire de décès, chez les personnes fragiles.

[" Grippenet.fr : pour participer à la surveillance de l'épidémie de la grippe ", Service-public.fr, 29 janvier 2019](#)